

Défis et avenir de l'élevage français : le CESE adopte son avis

TRAVAUX

PUBLIÉE LE 20/01/2024

Saisine liée : [RELEVER LES DÉFIS DE L'ÉLEVAGE FRANÇAIS POUR ASSURER SA PÉRENNITÉ](#)

Entre idées reçues et contre-vérités, quelle est la réalité de l'élevage français ? Avec cet avis le CESE dresse un état des lieux des impacts négatifs comme positifs de l'élevage, en conciliant des visions différentes pour aboutir à une analyse et des préconisations concrètes

[Marie-Noëlle ORAIN](#) (Groupe Alternatives sociales et écologiques) et [Anne-Claire VIAL](#) (Groupe Agriculture) ont présenté l'avis à la séance plénière du 16 janvier 2024 au nom de la [Commission Territoires, Agricultures et Alimentation](#) présidée par [Henri BIÈS-PÉRÉ](#) (Groupe Agriculture).

L'avis a été adopté avec **115 voix pour et 2 abstentions**.

[Lire l'avis](#)

[Lire la synthèse](#)

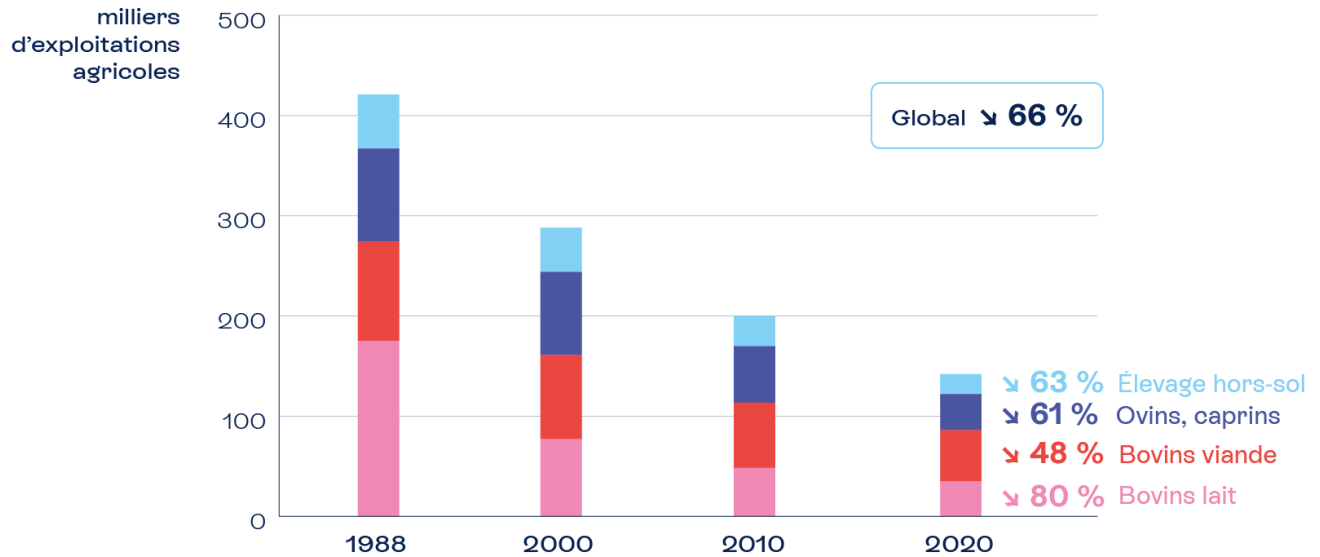
Quels enjeux pour l'élevage français ?

Pour mieux comprendre les enjeux c'est l'activité même de l'élevage qu'il est important d'analyser. Bien que l'avis porte sur l'élevage dans sa globalité il est important de rappeler qu'il n'y a pas "un élevage" mais "des élevages", en effet chaque filière voit des problématiques spécifiques apparaître. Le CESE a ainsi engagé un travail transversal en illustrant son analyse et ses préconisations grâce à des exemples au sein des différentes filières (lait, oeufs, viande bovine, porcine, volaille...etc.).

Une chute du nombre d'élevages...

Depuis 30 ans, le nombre d'élevages en France diminue : il a été divisé par trois. Les contraintes du métier, sa pénibilité, son revenu parfois faible pour certaines exploitations sont autant de freins à l'installation de nouveaux éleveurs. Depuis 10 ans, les élevages représentent les 2/3 des disparitions de fermes en France.

Le nombre d'élevages a été divisé par 3 depuis 1988



« Il est nécessaire d'assurer le renouvellement des générations d'actifs du secteur en suscitant des vocations. »

Expliquait ainsi Anne-Claire Vial, rapporteure de l'avis lors de sa présentation en séance plénière.

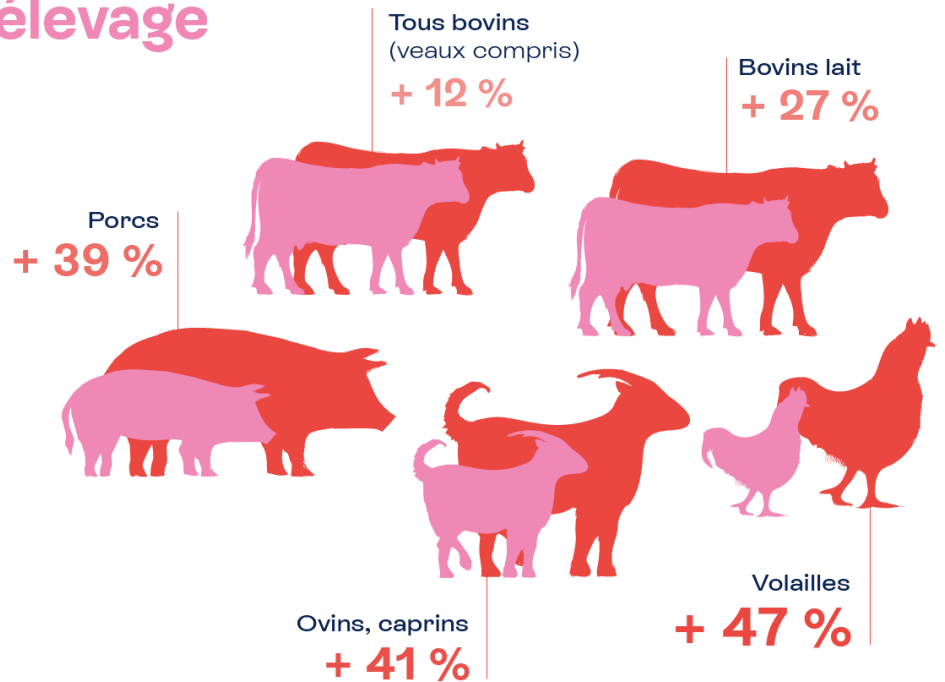
... mais un nombre moyen d'animaux par élevage en augmentation

En 10 ans, le nombre d'animaux a quant à lui subit une hausse, allant jusqu'à + 47% pour les volailles :

« Il convient de faire évoluer [les modes d'élevage] les moins vertueux vers des pratiques agroécologiques plus durables, voire biologiques, qui répondent aux attentes sociétales, en particulier en matière de bien-être animal. »

Un nombre moyen d'animaux par élevage qui augmente

■ 2010
■ 2020



Source :
Recensement agricole 2020

Et une concentration sur certains territoires

L'agriculture est le second poste émetteur d'émissions de gaz à effet de serre (GES), au sein de l'agriculture l'élevage représente 80% de ces émissions. Il est ainsi pointé du doigt pour sa responsabilité sur la pollution de l'eau par les nitrates, de l'air à l'ammoniac et la déforestation due aux cultures destinées à l'alimentation animale. Par ailleurs, certains types d'élevage questionnent le bien-être animal. C'est pourquoi le CESE insiste :

« *Le défi majeur est de maintenir le plus grand nombre de fermes de polyculture/élevage en France. Il s'agit aussi de réintroduire ce modèle dans les territoires où il a disparu.* »



58 %

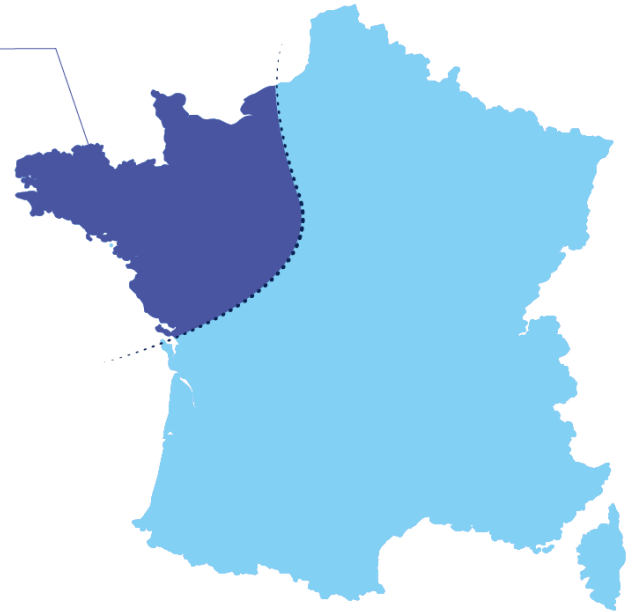
des porcs



34 %

des volailles et lapins

sont élevés en **Bretagne**



Près de 75 % de la production animale nationale est concentrée dans le Grand Ouest

Source :

Identité agricole des régions – La France et ses territoires | Insee

L'avis du CESE propose en première partie une analyse des impacts positifs et négatifs de l'élevage en décrivant ses forces et ses faiblesses : [cliquez ici pour en savoir plus.](#)

Des préconisations pour assurer l'avenir de l'élevage française

C'est autour de trois grands axes que le CESE formule douze préconisations pour relever les défis de l'élevage français et assurer sa pérennité :

1. Renforcer, réorienter et mieux diffuser les travaux de recherche

Comment ? Permettre aux éleveurs de devenir des éleveurs-innovateurs, en les associant aux travaux de recherche.

Pourquoi ? Pour prendre en compte les éleveuses et les confronter à celles proposées et adaptées aux différents territoires.

Comment ? Mettre au point une méthodologie permettant d'obtenir un diagnostic scientifique et technique d'un élevage.

Pourquoi ? Pour que les éleveurs soient assurés de leur carrière, que leur projet est viable écologiquement.

2. Mobiliser les politiques publiques à tous les niveaux

Comment ? Préparer la nouvelle PAC de 2027 sur la base d'une évaluation des mesures en cours et de leurs conséquences sur l'élevage, pour accompagner plus efficacement les transitions.

Pourquoi ? Parce que la Politique agricole permettant des adaptations au niveau national, polyculture-élevage et les différentes filières.

Comment ? Mettre en place un grand plan d'investissements et de transformation par territoire.

Pourquoi ? Parce que c'est au niveau national les financements disponibles, pour maintenir ou recréer des infrastructures, installations et les transmissions.

3. Informer et sensibiliser les consommateurs quant aux enjeux relatifs à l'élevage

Comment ? Mener des actions de communication afin d'expliquer les réalités et les impacts positifs des modèles d'élevage les plus vertueux.

Pourquoi ? Parce que les enjeux et les défis du secteur souffre d'une image réductrice.

Comment ? Faire respecter l'obligation d'indiquer l'origine nationale des viandes et des produits laitiers tout en favorisant sa mise en œuvre grâce à la concertation entre tous les acteurs.

Pourquoi ? Pour éclairer les choix des consommateurs français face à l'augmentation de viande et des produits laitiers aux mêmes niveaux d'exigence.

Un avis construit avec des acteurs de terrain

Pour l'élaboration de cet avis, la Commission Territoire, Agriculture et Alimentation a organisé une journée des acteurs de terrain. Cette journée qui a réuni une trentaine d'éleveuses et d'éleveurs de différentes filières et régions de France avait pour objectif d'entendre les problématiques et les solutions des premiers concernés.

Lors de la séance plénière Fanny Renard, éleveuse de poules pondeuses bio, raconte sa reconversion en tant qu'éleveuse à 35 ans. Elle a participé à la journée délibérative et raconte son expérience en tant qu'éleveuse, ce que représente ce métier pour elle et les défis auxquels elle est confrontée.

Pour revoir son intervention ??

Retour en image sur la séance plénière :

*Relever les défis de
français pour assu
pérennité*

Projet d'avis présenté par
Marie-Noëlle ORAIN et Anne-C























Henri BIES-PERE

Président la commission Territoires, agriculture et
alimentation











la Souveraineté alimentaire







































participe à la journée délibérative du 6
septembre 2023



*Relever les défis de l'élevage
français pour assurer sa
pérennité*

Projet d'avis présenté par
Marie-Noëlle ORAIN et Anne-Claire VIAL





*Mme Marie-Noëlle ORAIN, rapporteure
Mme Anne-Claire VIAL, rapporteure*

Temps d'échange animé par le Président Thierry BEAUDET

quelques
plaît





























Crédits photo : Katrin Baumann